

DIVORCES

Les avocats plaident pour la médiation familiale

Les avocats demandent l'instauration de la médiation familiale dans le procédé du divorce. Pour eux, la mésentente dans le couple entraîne souvent la violence et le divorce.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – «Nous demandons l'application de l'article 56 du droit de la famille, portant sur le divorce, qui prévoit que le juge peut désigner des médiateurs. Il faut ainsi instaurer le médiateur dans la procédure du divorce», a plaidé M^e Benbrahim en marge de la journée d'étude sur la médiation familiale, tenue hier à Alger.

Selon elle, cette démarche conduira inévitablement à la révision du code de la famille. «Il faut que le procédé du divorce soit réparti en deux : phase de réconciliation et médiation, et phase du divorce», a-t-elle dit. Elle estime que cette «reformulation» du procédé du divorce permettra de réduire de 50% le nombre de ces cas en Algérie. Soulignant

que journée sur la médiation familiale est une première dans notre pays, l'avocate a rappelé que les musulmans étaient les précurseurs dans la médiation. «Aujourd'hui, seules les tribus kabyles et touaregs ont échappé à la modernisation et à la mondialisation et continuent à régler les conflits de mésentente entre le couple au sein de la djemaâ», fait-elle remarquer.

Et d'expliquer : «Nous disposons d'éléments juridiques que nous n'appliquons pas. La surcharge que subit le juge via le nombre important de dossiers à traiter en est la cause.» Elle déplore que la justice algérienne soit devenue une justice de «quantité» et que la justice de «qualité» soit ainsi estompée.

Toutefois, M^e Benbrahim n'a pas omis de souligner l'importance de la formation des médiateurs. Elle suggère, à cet effet, de recourir à des magistrats en retraite comme formateurs. «Ces magistrats possèdent une grande expérience juridique.» Elle a également ajouté que les psychologues, médecins et imams sont des personnes habilitées à

assurer le rôle de médiateur. Dans son intervention, le ministre de la Solidarité nationale et de la Famille, Saïd Barkat, a assuré que la fonction publique a accepté et accordé un budget à la fonction du médiateur. Ces médiateurs seront en poste dans les directions de wilaya relevant du ministère de la Solidarité.

«Nous sommes en faveur de solutions clémentes basées sur la communication sans avoir recours à la justice afin d'éviter les dérapages au sein d'un couple. Quand une affaire arrive devant la justice, elle est souvent mal vécue par la famille», explique-t-il.

Quant aux personnes chargées d'assurer ce rôle, le ministre a préconisé une formation en psychologie, un savoir-faire et une sagesse ainsi qu'une aptitude à garder le secret de la famille.

Par ailleurs, les statistiques communiquées par le ministère de la Justice relèvent 49 839 cas de divorce enregistrés en 2010 contre 41 643 en 2009.

R. N.

SALON NATIONAL DE L'INNOVATION

Des inventions et des ambitions à encourager

Le fait marquant de cette première édition du Salon de l'innovation, selon le DG de la promotion de la PME, Brahiti Amouri, consiste dans le positionnement des inventions dans la filière industrielle.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Bon nombre de visiteurs ont été étonnés hier, à l'ouverture du Salon national de l'innovation, qui se déroule les 6 au 7 décembre 2011 au palais des Expositions des Pins-Maritimes, à Alger, par le grand intérêt que portent les jeunes chercheurs et inventeurs algériens au développement de l'industrie. La majorité des inventions et des projets d'innovation présentés et exposés au pavillon Casbah de la Safex apporte des réponses et des solutions à des problèmes d'ordre industriel. Il s'agit de solutions qui peuvent reconforter certains créneaux, dont l'acquisition du matériel, le savoir-faire et la technologie reviennent cher et encouragent la dépendance. C'est à l'exemple de Bouzouad Hakim, un jeune venu de la wilaya de Relizane, qui a inventé un système d'absorption

de la pression des explosions, réduction de leur impact et de l'élimination de ses rayonnements. C'est la récente catastrophe de Fukushima qui a inspiré ce jeune Algérien et l'a poussé à créer un appareil pouvant éviter à son pays l'impact d'une éventuelle catastrophe. C'est aussi l'exemple de Mohamed Betahar, un quadragénaire de Tipasa, qui a inventé une machine de séparation et de criblage du sable de carrière pour lui donner une plus importante valeur. Après le tri des grains de ce sable, qui coûte entre 200 et 500 DA le quintal, sa valeur passera à 7 000 DA. Il y a aussi une petite entreprise qui a réussi à fabriquer des solutions bio pour l'élimination des animaux et des insectes nuisibles. Lorsqu'on sait que les produits utilisés généralement dans ces circonstances sont toxiques et mettent en danger la

santé de l'entourage, il faut dire que cette invention apporte une solution à un grand problème de santé publique et de protection de l'environnement. Les efforts de l'entreprise INOTIS s'inscrivent également dans ce sens à travers le développement de la dernière technologie en matière de fabrication des non-tissés, une industrie à part entière, qui apporte des solutions efficaces dans le milieu médical et ses contraintes d'hygiène, notamment l'habillage et le drapage opératoire. Interrogé en marge de l'ouverture du salon, le directeur général de la promotion de la PME au niveau du ministère de l'Industrie, Brahiti Amouri, pense que «le grand intérêt dont font preuve les inventeurs algériens pour apporter des solutions dans le milieu industriel renseigne sur des perspectives sérieuses pour le développement de ce secteur». Mais il faut dire que ces jeunes innovateurs et patrons de petites et moyennes entreprises restent isolés et ne savent souvent pas à quelle porte frapper

pour développer leur projet et aller vers une production et des innovations plus consistantes. Pourtant, des fonds de soutien et des agences d'accompagnement existent en grand nombre. Aussi, il a été remarqué que certains exposants manquent de moyens pour, ne serait-ce que, l'affichage lors du salon. D'ailleurs, certaines pancartes ou fiches techniques et explicatives, rédigées à la main sur du papier cartonné, ressemblent aux travaux pratiques avec lesquels les écoliers décorent leurs classes de cours. Un salon d'une telle envergure aurait mérité du moins la contribution du département concerné pour l'impression de fiches techniques et pancartes à la hauteur des inventions et les ambitions des innovateurs. Enfin, il est à rappeler que ce salon avec la tenue de la 15^e édition de la Journée nationale de l'innovation et la 3^e édition du Prix national de l'innovation pour les PME, qui se tiendront au palais des Expositions des Pins-Maritimes.

M. M.

GESTION DES RISQUES

Toujours pas de stratégie intersectorielle

En dépit des 14 types de risques répertoriés auxquels font face de manière régulière les différentes régions du pays, la réponse des pouvoirs publics continue de se faire dans l'urgence loin de toute stratégie. Qu'il s'agisse d'inondations, de séismes ou de désertification, les spécialistes appellent à ne plus parler de catastrophes naturelles mais de gestion du risque. Une notion qui nécessite néanmoins de la planification pour éviter des réactions non coordonnées et des prises de décision dans l'urgence. Des recommandations faites à l'occasion de la conférence sur la vulnérabilité, l'aléa, le risque et la gestion des catastrophes organisée par la Faculté de génie civil de l'Université de Bab Ezzouar.

Le D^r Benouar, membre du comité organisateur, expliquait à un auditoire d'initiés que le génie civil ne pouvait être désigné comme le seul responsable de la gestion des risques. Il plaide pour l'implication de l'engineering et des sciences sociales pour notamment comprendre le comportement de l'être humain face au déchaînement des éléments naturels. Le terme catastrophe naturelle, dit-il, a été imposé par les politiques qui gèrent l'urgence, or, atteste-t-il, l'urgence ne suffit pas et doit laisser place à la prévention. Les différentes expériences, notamment celle des inondations de Bab El Oued, ont apporté la preuve que les systèmes d'alerte ne fonctionnent pas. Le D^r Benouar estime que les sciences sociales peuvent être d'un grand apport pour la gestion des crises en étudiant notamment le comportement des Algériens face aux différents aléas de la nature. Le D^r Belazougui, directeur du Centre national de recherches appliquées en génie parasismique (CGS) a, quant à lui, retracé les différentes étapes ayant mené les pouvoirs publics à revoir la législation en matière de risques. Une législation qui avait été complétée en 2004, tirant les leçons du séisme de Boumerdès qui avait mis à nu les incohérences des différents secteurs. Des chercheurs ont profité de l'espace offert par le laboratoire de génie civil pour exposer les résultats de leurs recherches ou études.

C'est ainsi que Aït Meziane Yamina et Djakab Essaïd, respectivement du CGS et de l'USTHB, ont affirmé dans une intervention sur le diagnostic sismique que «la réduction du risque lié à cet aléa naturel passe par l'évaluation de la vulnérabilité des éléments exposés, dont le bâti.

Ne disposant pas de moyens pour quantifier le niveau d'endommagement que subissent les bâtiments, l'évaluation des dommages sismiques s'effectue depuis le séisme du 10 octobre 1980, selon un protocole visuel. Cependant, pour des raisons diverses, les résultats d'analyse qui ressortent du traitement des fiches post-sismiques sont entachés d'erreurs».

Nawal Imès

LA BANQUE AFFICHE DE FORTES PERSPECTIVES À L'HORIZON 2015

Société Générale Algérie se porte bien

Société Générale Algérie (SGA), filiale à 100% de la banque française Société Générale, se porte bien et affiche de fortes ambitions à l'horizon 2015.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Installé depuis quelques mois à ce poste, le nouveau président du directoire de SGA, Pierre Boursot, est convaincu que la filiale algérienne, lancée voilà 10 ans, est à l'abri, non impactée par les difficultés dont souffre actuellement la maison-mère. Hier, en présence de représentants de la presse, le président de SGA, a affirmé que SGA est «en position confortable» et s'autofinance de manière autonome par rapport à Société Générale. «La banque se suffit», dira-t-il. Et d'autant que SGA qui compte 294 685 clients dont 268 000 particuliers, 21 000 professionnels, 5 600 Pme

et 286 grandes entreprises, dispose de 25 milliards de dinars de fonds propres dont 10 milliards de dinars de capital (500 millions de dinars à son lancement en 2000), outre un total hors bilan de 170 milliards de dinars pour un encours d'engagements de 224 milliards de dinars. Voire, des résultats qui seront «en croissance» affirme M. Boursot qui indique que SGA affiche un chiffre d'affaires de l'ordre de 12 milliards de dinars pour les 10 premiers mois de 2011.

Et des «résultats qui seront en croissance, de l'ordre de 15 à 20%», affirme-t-il, au regard de la profitabilité et de la bonne rentabilité financière dont elle bénéficie (avec un ratio résultats/fonds propres de 10%). Et des résultats qui lui permettront de réaliser de «fortes ambitions» à l'horizon 2015, dans le cadre d'une stratégie de développement multiforme de la banque de détail, et qu'a explicitée le

directeur général adjoint de SGA, Hakim Ouzzani. Il s'agit, ainsi, de développer l'expansion du réseau, avec 75 agences opérationnelles et une douzaine en attente d'agrément de la Banque d'Algérie, avec l'objectif d'atteindre 150 agences d'ici 2015. Et cela même si SGA «souhaite que le rythme d'agrément soit plus rapide», relève Pierre Boursot, «quoique on s'y adapte». Et, malgré l'échec du projet d'implantation de la filiale d'assurances Sogecap de Société Générale en Algérie, pour «plusieurs raisons» selon Pierre Boursot, SGA entend toutefois poursuivre ce projet.

Comme il s'agit de continuer à offrir des solutions diversifiées, adaptées à tous types de clientèles et notamment aux entreprises, à accompagner la croissance économique du pays et développer «la banque multicanal». Dans ce sens, le staff dirigeant de SGA affirme que 60% du chiffre d'affaires sont générés par

l'intermédiation financière (dépôts – crédits) dont les engagements en matière de financement de l'investissement. En d'autres termes, SGA n'est «pas une banque de commerce extérieur», affirme-t-on. Egalement, SGA entend développer tant la monétique (avec 17 000 porteurs) que la banque à distance, l'e-banking au profit de la clientèle. Cela même si l'absence de certification électronique reste contraignante, SGA entend néanmoins booster son projet de Sogecashnet. Il est aussi question de développer le transfert d'expertise commerciale de l'international, mais aussi dans la quête de financements et de partenariats. Ainsi, SGA crée une direction spécialisée dans les financements structurés et la syndication de crédits. Comme cette banque attend l'aval des autorités bancaires pour obtenir le statut d'intermédiaire en opérations en Bourse.

C. B.